

l'école démocratique



Publication trimestrielle de l'Appel pour une école démocratique (Aped) • N°80, décembre 2019 • 3 euros



Les principaux enseignements

3

DOSSIER de notre enquête "Ecole, savoirs, climat"

BELGIQUE: Le canon flamand

9

DOSSIER COUPS DE GUEULE: Les chiens de garde sont lâchés

17

COUPS DE CŒUR: Critiques de l'école numérique

22

PISTES PÉDAGOGIQUES: Éduquer à l'esprit critique

25

SOMMAIRE





APPEL POUR
UNE ÉCOLE
DÉMOCRATIQUE

Avenue des Volontaires 103, Bte 6
B-1160 Bruxelles
Tél.: +32 (02) 735 21 29
Courriel: aped@ecoledemocratique.org
Site: www.ecoledemocratique.org

Une publication trimestrielle de l'Appel pour une école démocratique (Aped). Existe également en néerlandais. Comité de rédaction: Tino Delabie, Nico Hirtt, Jean-Pierre Kerckhofs, Philippe Schmetz, Dirk De Zutter, Linde Moriau, Romy Aerts
Maquette et mise en page: Jean-Marie Gilson

Abonnements

Abonnement simple: 12 euros
Abonnement + affiliation: 15 euros (ou plus, selon vos moyens).

Mode de paiement

Belgique: virement bancaire au compte BE42 0000 5722 5754 de l'Aped.
France: nous envoyer un chèque au nom de Nico Hirtt.

Articles

Les articles ou propositions d'articles doivent nous parvenir par e-mail, au format RTF, OpenOffice ou Word. Le Comité de rédaction se réserve le droit d'abréger les articles, d'y apporter des corrections mineures et d'en modifier les titres et intertitres.

Droit de copier

Les textes publiés ici peuvent être librement diffusés et reproduits par quelque moyen que ce soit. Nous vous prions cependant d'en mentionner clairement l'origine et d'indiquer au moins un moyen de contacter l'Aped (adresse, téléphone ou e-mail). Merci de nous faire parvenir un exemplaire de toute publication reprenant ou citant des extraits de l'École Démocratique.

L'Aped se bat afin que tous les jeunes accèdent par un enseignement public, gratuit et obligatoire, aux savoirs qui donnent force pour comprendre le monde et pour participer à sa transformation.

Une farde de présentation de l'Aped, comprenant notre texte de base, est disponible sur simple demande.

Éditorial

On n'a pas tous les jours 20 ans...

Votre trimestriel en est à son quatre-vingtième numéro ! Si l'Appel pour une école démocratique a été lancé en 1995, en plein mouvement social, ce n'est qu'en 1999 que le bulletin de liaison informe des débuts a cédé la place à un trimestriel plus digne de ce nom. Mais ne nous appesantissons pas sur le passé. Nous vous préparons pour 2020 une nouvelle mouture de l'École démocratique, fruit d'aventures éditoriales partagées.

Plus que jamais, la bataille des idées dans laquelle nous nous sommes engagés mobilisera réflexion, conviction et énergie. Notre voix, singulière dans les rangs progressistes, continuera de se faire entendre. Car, quoi qu'en disent les faussaires de la pensée unique libérale, et les idéalistes qui leur prêtent l'oreille, un sale air marchand empeste de plus en plus l'École.

PISA vient de nous le rappeler : la Belgique reste, de tous les pays industrialisés, celui où les écarts de résultats entre élèves riches et pauvres sont les plus abyssaux. Particulièrement en Flandre, mais aussi en Wallonie-Bruxelles. Pourquoi ? Le recrutement des écoles forme un véritable marché scolaire, l'un des plus libéraux au monde, principal facteur générateur de ségrégation sociale et académique et donc d'inégalités sociales entre écoles et entre élèves. Voilà une leçon importante : n'en déplaise aux défenseurs du Pacte d'excellence, il ne suffira pas de prolonger le tronc commun pour sortir de notre triste record. Il faudra aussi avoir le courage de réguler beaucoup plus drastiquement le marché scolaire afin d'organiser la mixité sociale.

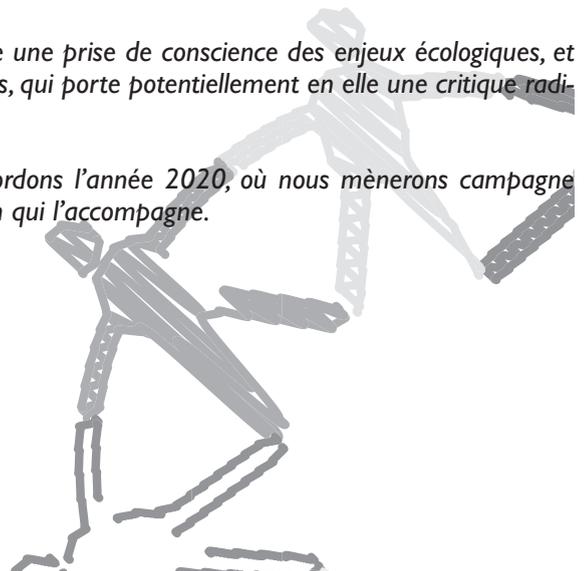
Mais l'enseignement ne peut se résumer à une question d'égalité des chances pour l'avenir professionnel des jeunes (ce que mesure PISA). L'enjeu est d'abord démocratique : assurer l'équité dans l'accès aux savoirs, afin de permettre à chacun de prendre part aux débats et décisions qui engagent notre avenir commun. Et là aussi, il y a tout lieu de s'inquiéter ! Vous lirez dans ce numéro une synthèse de notre enquête « École, savoirs, climat », où il apparaît une nouvelle fois que notre enseignement échoue à doter tous les élèves des connaissances (climatiques, en l'occurrence) et des compétences qui les rendraient aptes à comprendre le monde. Ainsi dépourvus, une grande partie des jeunes — et a fortiori ceux qui sont issus des classes populaires et qui fréquentent l'enseignement technique et professionnel — peineront à réfléchir en toute autonomie aux décisions collectives qu'imposent les grands enjeux environnementaux et sociaux. C'est cette conviction qui nourrit notre combat pour une école commune, à la fois classique et polytechnique.

Nous enregistrons quelques promesses. Le succès de notre pétition « un autre Pacte est possible », et le nombre de participants à nos « 6 heures » confortent notre association. De même que le soutien exprimé par des personnalités comme Jean-Pascal van Ypersele, Christine Mahy ou Ides Nicaise à cette occasion...

Plus largement, notre enquête « climat » confirme une prise de conscience des enjeux écologiques, et nous nous réjouissons de la mobilisation des jeunes, qui porte potentiellement en elle une critique radicale du capitalisme et le désir d'un autre monde.

C'est forts de ces encouragements que nous abordons l'année 2020, où nous mènerons campagne autour d'une nouvelle pétition et du memorandum qui l'accompagne.

Bonne année militante à tous !



DOSSIER

Les principaux enseignements de notre enquête "Ecole, savoirs, climat"



Olivier Mottint

• • • • •
Des connaissances toujours insuffisantes...

• • • • •
Un degré de conscientisation contrasté

• • • • •
Des jeunes plutôt prêts à s'engager

• • • • •
En conclusion: pas d'école démocratique sans réformes profondes...



Depuis sa création il y a près de 25 ans, les réflexions et les actions de l'Aped se fondent sur ce principe: l'Ecole ne peut être qualifiée de « démocratique » que si elle permet à tous les citoyens d'acquérir cet ambitieux bagage de connaissances qui les rend aptes à comprendre le monde et à participer activement à sa transformation. Or deux enquêtes menées par notre mouvement en 2008 et en 2015⁽¹⁾ avaient en leur temps montré que notre système scolaire échouait très largement à remplir cette mission : ces enquêtes révélaient en effet que les « savoirs citoyens » faisaient cruellement défaut aux élèves des classes terminales de l'enseignement secondaire, ce tableau étant encore plus sombre pour les élèves fréquentant l'enseignement technique et professionnel. Qu'en est-il aujourd'hui? A l'heure des formidables mobilisations des jeunes en faveur du climat, il nous a semblé utile⁽²⁾ de renouveler l'expérience, en centrant cette fois notre questionnaire sur les enjeux climatiques, et en prenant soin de reproduire certaines questions de notre enquête de 2015 pour pouvoir procéder à des comparaisons. Au printemps dernier, c'est dans cette optique que 3.259 élèves francophones et néerlandophones du dernier degré de l'enseignement secondaire participaient à notre enquête « Ecole, savoirs, climat »⁽³⁾. Le questionnaire portait non seulement sur leurs connaissances en matière de dérèglement climatique mais évaluait aussi à quel point ils étaient conscients de ces enjeux, et dans quelle mesure ils étaient prêts à s'engager en vue de limiter l'ampleur du réchauffement.

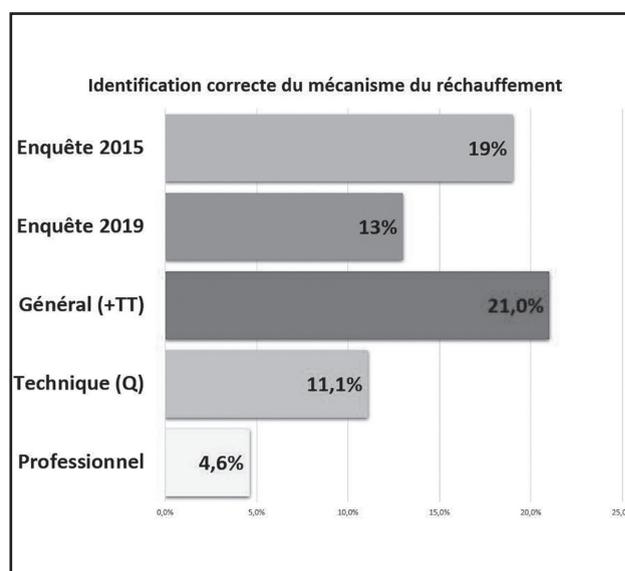


Des connaissances toujours insuffisantes...

Bon nombre de questions de cette nouvelle enquête évaluaient les connaissances et la capacité des élèves à comprendre la problématique climatique. Parmi celles-ci, nous avons repris à l'identique une question de notre enquête de 2015, laquelle demandait aux élèves d'identifier, parmi six mécanismes, celui qui expliquait principalement le réchauffement climatique. En 2015,

nous nous alarmions du fait que seuls 19% des élèves avaient donné la bonne réponse... La situation est encore plus préoccupante en 2019, puisqu'ils ne sont

plus que 13% à identifier la proposition expliquant correctement l'effet de serre. Cette même question nous apprend que 44% des élèves confondent le phénomène de l'effet de serre avec celui du trou dans la couche d'ozone, confusion déjà observée dans des proportions similaires en 2015.

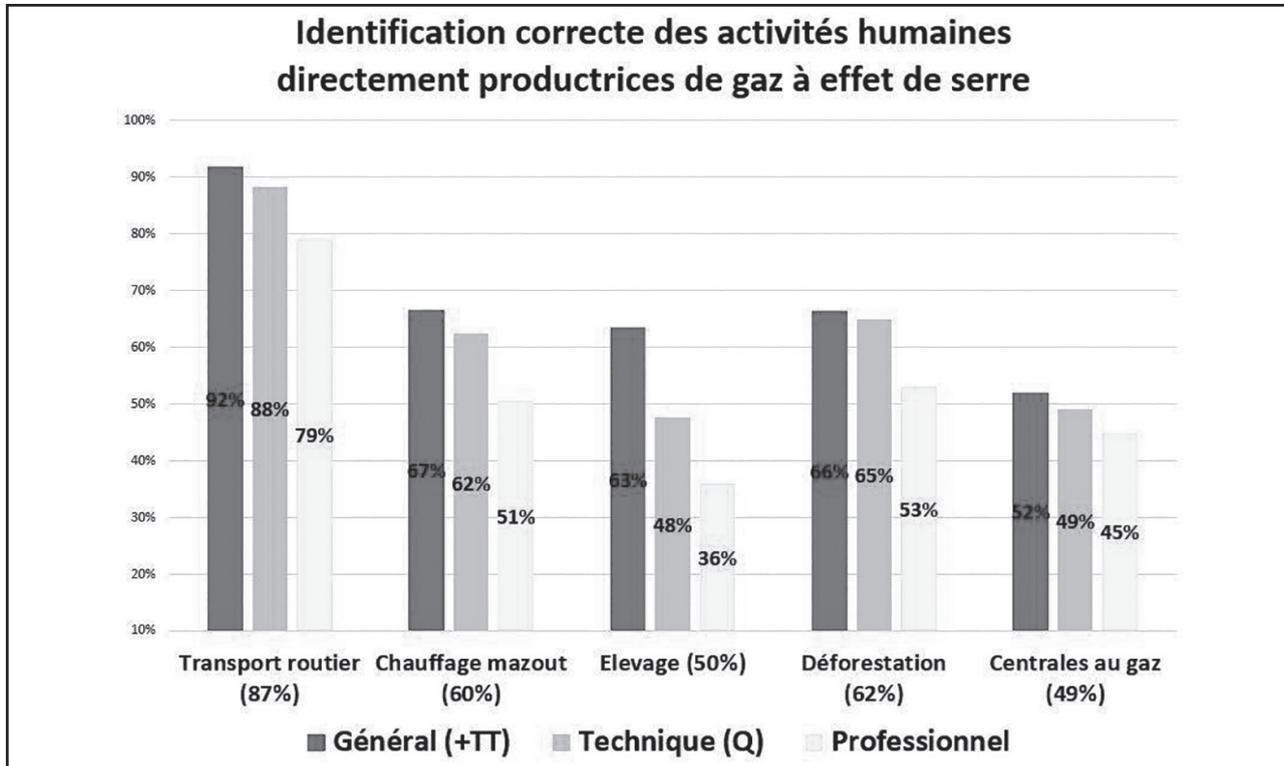


Les réponses des élèves n'étaient guère plus réjouissantes lorsqu'on leur demandait d'identifier les activités humaines contribuant de façon importante au réchauffement climatique : si 87% d'entre eux se montraient — fort heureusement — conscients de l'impact du transport routier en la matière, seul un élève sur deux savait que le fonctionnement des centrales électriques au gaz ou que l'élevage d'animaux de boucherie émettent des quantités importantes de gaz à effet de serre.

Ils étaient à peine plus nombreux à identifier le chauffage des maisons au mazout (60%) et la déforestation (62%) comme des facteurs du réchauffement climatique.

A contrario, ils étaient plus de 60% à penser à tort que le fonctionnement des centrales nucléaires engendre directement d'importantes émissions de CO₂.

Un élève sur quatre est même convaincu que les ondes électromagnétiques des GSM ou des réseaux WiFi contribuent au dérèglement climatique. Sur ces deux derniers points, on constate à nouveau une régression des résultats par rapport à notre enquête de 2015.

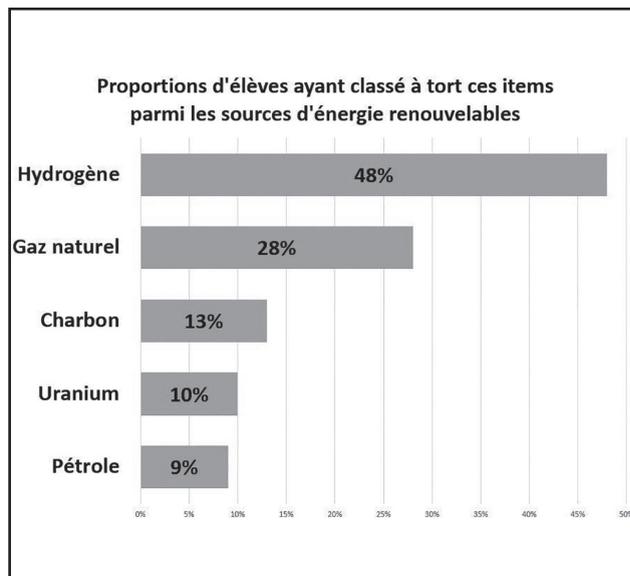
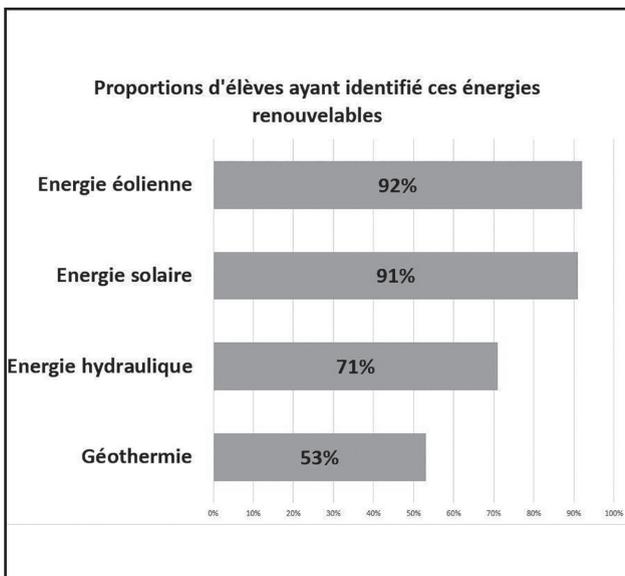


Les élèves étaient également nombreux à éprouver des difficultés lorsqu'il s'agissait d'identifier certaines sources d'énergie renouvelables. Si neuf élèves sur dix incluent bien l'éolien et le solaire parmi les énergies renouvelables, ils ne sont que sept sur dix à y classer l'énergie hydraulique et à peine un sur deux pour la géothermie.

Respectivement 27,6% (mais 43% des élèves francophones !) et 47,6% des élèves se méprennent quant à eux à propos du gaz naturel et de l'hydrogène, qu'ils identifient à tort comme des sources d'énergies renouvelables (l'hydrogène n'étant même pas une source d'énergie, mais seulement un éventuel vecteur

de stockage d'énergie). Concernant le gaz naturel et l'hydrogène, les erreurs des élèves sont d'ailleurs nettement plus nombreuses qu'en 2015.

Une autre question de notre enquête invitait les élèves à estimer les émissions de CO₂ par passager à l'occasion d'un trajet effectué en avion, en train ou en autocar (les émissions de CO₂/personne pour ce trajet effectué en voiture étant précisées dans la question). Bonne nouvelle : nous constatons qu'une plus grande proportion des élèves (71% d'entre eux aujourd'hui, contre 55% en 2015) étaient en mesure de fournir une estimation à peu près correcte des émissions/personne d'un trajet en avion. En revanche,





40% des élèves semblaient ignorer qu'un voyage effectué en train émet moins de CO₂ par passager que ce même voyage en voiture, de même que les émissions par voyageur à l'occasion d'un déplacement en autocar étaient largement surestimées (6 fois en moyenne...) par les jeunes.

Au-delà de ces connaissances, nous souhaitons apprécier la capacité des élèves à comprendre un texte et à interpréter des graphiques relatifs à la problématique climatique. Après avoir lu un court texte évoquant la potentielle perturbation du Gulf Stream du fait du réchauffement climatique, les élèves devaient ainsi répondre à quelques questions de compréhension. De même, ils répondaient à une série de questions sur base d'un graphique représentant l'évolution de la température depuis plus d'un siècle. Les résultats observés pour ces questions laissent apparaître d'importantes lacunes dans la maîtrise de ces compétences dans le chef d'une large part des élèves.

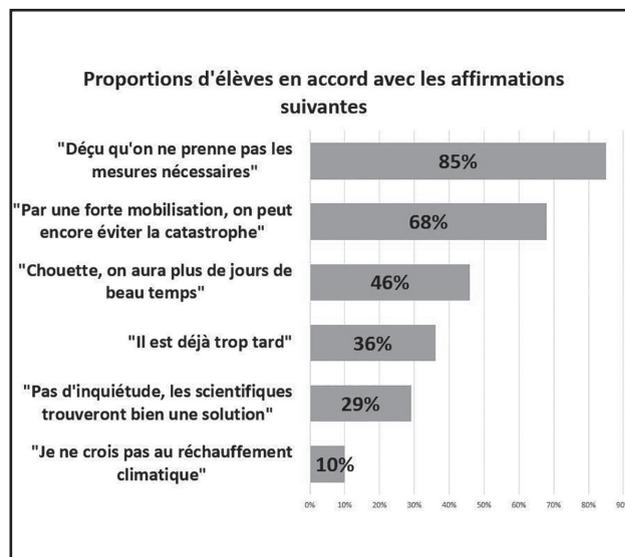
De manière générale, nous observons donc que le niveau de connaissance et la capacité des élèves à comprendre la problématique climatique sont particulièrement préoccupants, et que l'on ne peut certainement pas parler d'évolution positive à cet égard depuis 2015. Comme ce fut le cas lors de nos enquêtes précédentes, nous notons en outre une très nette dégradation de ces résultats en fonction de la forme d'enseignement fréquentée par les élèves : si les résultats moyens des élèves de l'enseignement général sont insuffisants, la situation est encore plus dramatique pour les élèves de l'enseignement technique et professionnel.



Un degré de conscientisation contrasté

D'autres questions mesuraient le degré de connaissance et de sensibilisation des élèves concernant la gravité du dérèglement climatique et les enjeux « Nord – Sud » liés à cette problématique. Celles-ci ont donné lieu à des résultats mitigés. On peut se réjouir par exemple que 85% des élèves souhaitent que l'on prenne les mesures nécessaires pour limiter le réchauffement climatique, même si l'on peut regretter que près de 30% d'entre eux se disent peu inquiets de la situation, persuadés que « les scientifiques trouveront bien une solution ». Près d'un élève sur deux ne se départ pas d'une certaine insouciance, se réjouissant du fait qu' « il y aura plus de

jours de beau temps » (ils n'étaient que 36% à être d'accord avec cette affirmation en 2015). Un élève sur dix semble sensible aux thèses climatosceptiques ; notons qu'ils sont respectivement trois fois et deux fois plus nombreux à ne pas croire au réchauffement climatique dans l'enseignement professionnel (15,6% des élèves) et technique (10%) que dans l'enseignement général (4,6%).



Certaines conséquences du dérèglement climatique s'avèrent méconnues par les jeunes : un élève sur trois ignore en effet que le réchauffement climatique aura pour conséquence l'élévation du niveau des mers, et ils sont même deux sur trois à ignorer que le dérèglement du climat pourrait provoquer l'arrivée de réfugiés climatiques en Belgique. Plus de 70% des élèves francophones croient erronément que le réchauffement climatique entrainera une augmentation de la pollution de l'air, tandis que près d'un élève francophone sur cinq ignore que le réchauffement provoquera davantage de canicules dans notre pays.

La conscience des enjeux « Nord – Sud » pose elle aussi de grandes difficultés, puisque les élèves surestiment largement la responsabilité des pays du Tiers-Monde en matière de réchauffement climatique, ne semblant pas avoir conscience du différentiel de développement entre les pays du Nord et ceux du Sud. La Chine se voit ainsi créditée d'une consommation énergétique moyenne par habitant supérieure à celle de la Belgique, tandis que les estimations des élèves concernant la consommation des Congolais et des Marocains est environ sept fois supérieure à la réalité. Il n'est dès lors pas étonnant que 65% des élèves estiment que les pays émergents... devraient ralentir leur développement, alors même que la grande majorité des habitants de ces pays, en situation de pauvreté, émettent nettement moins de gaz à effet de serre que ceux des pays développés.



Des jeunes plutôt prêts à s'engager

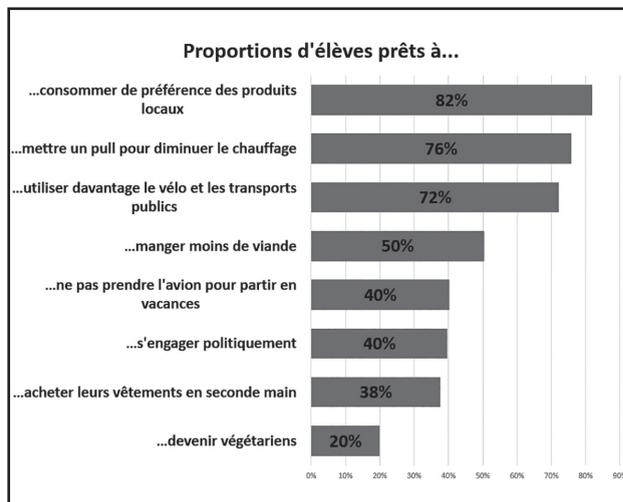
Notre enquête mesurait également le degré d'engagement déclaré des élèves. A ce niveau, l'enquête apporte quelques bonnes nouvelles : plus de neuf élèves sur dix sont ainsi d'avis que chaque consommateur fasse davantage d'efforts pour limiter le réchauffement climatique. Notons à ce sujet que les jeunes ne s'en tiennent pas aux seuls comportements individuels puisqu'environ 90% d'entre eux réclament des normes environnementales plus strictes pour les entreprises et davantage d'actions de la part des responsables politiques. 78% des élèves semblent même pointer du doigt la responsabilité de l'économie de marché et se disent plutôt favorables à une économie planifiée, pour peu qu'ils aient vraiment compris ce que cela signifiait.

Le militantisme pourrait bien avoir de beaux jours devant lui, puisque 40% des élèves se disent prêts à s'engager politiquement en faveur du climat.

Plus concrètement, 4 élèves sur 5 se disent par exemple prêts à consommer préférentiellement des produits locaux, tandis que plus de 70% d'entre eux sont partants pour diminuer le chauffage ou utiliser davantage le vélo et les transports en commun. Il n'y a en revanche qu'un élève sur deux (63% des filles contre 38% des garçons) qui serait d'accord de réduire sa consommation de viande, et à peine 40% accepteraient de ne plus partir en vacances en avion.

En matière de conscientisation et d'engagement, on observe toutefois les mêmes inégalités que dans la maîtrise des connaissances climatiques : les élèves qui fréquentent l'enseignement technique et professionnel, qui sont très souvent aussi ceux dont l'indice socio-économique est le plus faible, sont moins conscients des enjeux climatiques et généralement moins prêts à s'engager. La proportion d'élèves ayant participé aux « manifestations climatiques » est ainsi nettement plus élevée dans l'enseignement général que dans les autres formes d'enseignement.

L'enquête met donc en évidence une corrélation entre le degré de maîtrise des « connaissances climatiques », le degré de conscientisation et la propension à l'engagement...



En conclusion: pas d'école démocratique sans réformes profondes

Les résultats de cette enquête révèlent une nouvelle fois que notre enseignement échoue à doter tous les élèves des connaissances (climatiques, en l'occurrence) et compétences qui les rendraient aptes à comprendre le monde et à prendre une part active à sa transformation. Dépourvus de ces connaissances, une grande partie des jeunes — et a fortiori ceux qui sont issus des classes populaires et qui fréquentent l'enseignement technique et professionnel — peineront à réfléchir en toute autonomie aux décisions collectives qu'imposent les grands enjeux environnementaux et sociaux. Pour relever le défi de la démocratisation de l'École, il est dès lors indispensable de réformer en profondeur notre système scolaire. Dans cette perspective, Nico HIRTT⁽⁴⁾ concluait son analyse des résultats en formulant trois objectifs pour notre enseignement, que nous reproduisons ici :

(1) Des structures génératrices d'équité. Dire que notre enseignement reproduit les inégalités sociales relève désormais de la tarte à la crème. Les causes sont connues : l'impossibilité de construire, avec tous les élèves, un rapport positif à l'école et aux savoirs dans des classes de maternelle et de primaire surpeuplées ; une ségrégation sociale (ghettos de riches et ghettos de pauvres) entretenue par l'excès de marché scolaire; une sélection et une orientation dès 12 ans, à l'entrée dans des écoles secondaires typées en fonction des filières qu'elles organisent. S'attaquer à ces trois facteurs devrait être une priorité ; c'est en tout cas une condition pour réussir la prolongation du tronc commun.



(2) Des savoirs pour comprendre le monde.

La démocratie est une dame bien exigeante. Elle réclame, entre autres choses, que les citoyens puissent appréhender les débats de société dans toutes leurs dimensions : sociales, économiques, scientifiques, technologiques, historiques, culturelles, artistiques... Qu'ils sortent des filières de transition ou qualifiantes, les jeunes entrent aujourd'hui en société sans rien savoir des rapports sociaux et des rapports techniques qui fondent la production des richesses matérielles et immatérielles qu'ils consomment à longueur de journée. Loin du repli utilitariste sur les tristes « compétences de base », nous plaidons pour un formidable enrichissement des savoirs que l'école dispense à tous. Par un tronc commun général et polytechnique de très haut niveau et par un renforcement de la formation commune au cours des années de spécialisation qui suivent ce tronc commun.

(3) Des valeurs solidaires vécues. L'éducation à la citoyenneté critique ce n'est pas seulement une question de savoirs mais aussi de valeurs. L'école doit être un lieu où les enfants et les jeunes expérimentent quotidiennement des valeurs de coopération, de travail, de solidarité, de respect des autres et de l'environnement. L'école ouverte, lieu de vie, où l'on apprend aussi à résister aux sirènes de la surconsommation en valorisant des idéaux de vie plus nobles, moins individualistes.

1) Les rapports relatifs à ces enquêtes respectivement intitulées « Seront-ils des citoyens critiques ? » (2008) et « Ecole, énergie, climat » (2015) peuvent être consultés sur le site de l'APED (www.skolo.org).

2) Pour fiables qu'elles soient s'agissant de mesurer l'iniquité des systèmes scolaires, les enquêtes PISA ne peuvent en effet suffire pour nous éclairer à propos de la maîtrise des « connaissances citoyennes », en ce sens que, commanditées par l'OCDE, elles se centrent surtout sur l'évaluation des « compétences de base » réclamées par l'économie capitaliste.

3) Le rapport complet de l'enquête est lui aussi publié sur le site de l'APED.

4) Cf. p.40 du rapport « Ecole, savoirs, climat ».





"CEUX QUI VIVENT DANS LE TROP PEU DE TOUT" LES ATTENTES DES PARENTS PAUVRES ENVERS L'ÉCOLE

PAR NATHALIE DE VIRON

Christine Mahy, secrétaire générale et politique du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), est venue témoigner aux 6 heures pour une école démocratique des attentes des parents pauvres envers l'école.

L'objectif du RWLP est de se battre au côté de ceux « qui vivent dans le trop peu de tout » et que, pourtant, notre société méritocratique dévalorise, stigmatise, hyperresponsabilise et culpabilise. Ensemble, ils construisent des luttes réfléchies, cherchent à reprendre le chemin d'une société solidaire – à ne pas confondre avec une société charitable – et se mobilisent pour la sécurité sociale.

Christine Mahy



De l'espoir au désenchantement

On en a tous l'intuition, l'histoire des parents pauvres et de l'école est complexe. Pourtant, au début de la scolarité de leurs enfants, ces parents nourrissent de grands espoirs envers l'école : leur enfant réussira là où ils ont éventuellement échoué. Mais rapidement, cette histoire va se confronter à des difficultés d'ordre financier, certes, mais aussi d'ordre culturel : c'est que les codes de l'école sont non seulement compliqués à saisir mais aussi insidieusement violents.

Le désenchantement est souvent rapide car « toutes les premières fois » représentent une réelle épreuve pour ces parents : comment répondre aux nombreuses injonctions de la liste de matériel scolaire ? Où trouver ce qui permettra de compléter le trousseau pour partir en classes de dépaysement ou en excursion quand le réseau social ne permet de combler les carences des armoires ? Comment gérer la facture de ces classes de dépaysement : demander de l'aide, se surendetter ou alors... se convaincre que finalement, ces classes de dépaysement ne sont pas faites pour son enfant ? Quelle attitude adopter à la fancy-fair de l'école : dépenser beaucoup pour montrer qu'on s'investit ou ne pas s'y rendre au risque de décevoir ses enfants ? Derrière toutes ces questions,



se cache la peur d'être jugé dans sa capacité à exercer sa parentalité.



Pour la gratuité de l'enseignement

Il est donc urgent de repenser la gratuité de l'enseignement, quitte à le faire de façon progressive, pour que les problèmes d'argent cessent de polluer la relation parents-école, pour que l'école ne juge plus ce que les parents pauvres font de leur argent, pour que les parents osent franchir le portail de l'école sans craindre qu'on leur réclame leurs dettes et que les enfants arrêtent de se sentir responsables parce que les factures qu'ils rapportent sont synonymes d'inquiétudes et de privations pour leur famille.

Quelques initiatives ont déjà été prises pour masquer les difficultés des parents pauvres, mais nous sommes en droit d'interroger leur pertinence.

On pourrait par exemple penser que la législation qui impose aux écoles de planifier les frais scolaires dès la rentrée permet de pallier les problèmes financiers. Mais autant cette législation peut être bénéfique pour ceux qui peuvent anticiper leur budget, autant elle est source d'angoisses pour ceux qui craignent ou savent que, de toute façon, ils ne pourront pas payer.

On pourrait aussi penser que les écoles – secondaires mais aussi fondamentales – qui organisent parallèlement plusieurs voyages scolaires afin que chacun choisisse en fonction de son budget ont trouvé la solution. Mais rapidement, on se rend compte à quel point ce système est discriminant.

Suite au constat que ce sont souvent les enfants pauvres qui se retrouvent dans l'enseignement spécialisé, on pourrait encore penser que le fait que cet enseignement offre plus de gratuités est une idée généreuse – et elle l'est, certes et c'est tant mieux pour tous les enfants qui ont réellement besoin de ce type d'enseignement – mais c'est oublier que des parents sont tentés d'y mettre leurs enfants, simplement parce que ces écoles sont plus proches de leur réalité financière. Cela dit, on sait aussi que ce sont les enfants issus des couches les plus paupérisées qui fréquentent l'enseignement qualifiant, alors même que cette filière est couteuse parce qu'elle exige d'investir dans du matériel professionnel.

Voilà pourquoi la gratuité ne doit pas se limiter à certains secteurs. Et pourtant, à l'heure où l'on dresse tous ces constats, on ne peut que déplorer la privatisation galopante de notre enseignement, de moins en moins conçu pour être au service de tous. Cette privatisation passe évidemment par la multiplica-

tion des écoles privées, par le « droit de chaise » dans certaines cantines, par les nombreuses sociétés de coaching scolaire ou encore par le recours des écoles à des sociétés de recouvrement. Mais elle passe aussi par la loi de Maggie De Block qui permet d'être exempté de cotisations fiscales et sociales pour l'exercice de certaines activités à hauteur de 500 euros par mois. Or il semblerait que ce sont les professeurs qui donnent des cours particuliers qui recourent le plus à cette mesure. Ne faudrait-il dès lors pas rappeler à ces enseignants que les contributions permettent de financer la sécurité sociale, les services publics et donc aussi... l'école ?

Le RWLP précise encore qu'appeler de ses vœux la gratuité de l'enseignement, ce n'est pas vouloir la suppression des activités scolaires. Bien au contraire, il insiste sur le rôle essentiel de l'école pour faire découvrir le monde aux enfants pauvres. Par contre, il invite à s'interroger sur le choix des activités et de leur pertinence. Le cas des « classes de neige » est trop caricatural pour qu'on s'y attarde...

Cette question de l'adaptation des activités à tous les enfants, et pas seulement aux enfants des milieux acquis à la culture de l'école, rappelle à quel point il est important de réfléchir aux actions à mettre en place pour garantir que la mixité des publics scolaires ne reproduise pas les rapports de pouvoir entre les groupes sociaux. Sans réflexions sur ces actions, la mixité peut s'avérer désastreuse et nous en connaissons malheureusement déjà les victimes. Cette mixité ne sera d'ailleurs possible que si elle ne se borne pas aux murs de l'école.



Convergence des luttes !

Il serait tentant de se dire que toutes les questions qui viennent d'être soulevées ne trouveront pas d'issue tant que l'on ne refinancera pas l'enseignement. Mais ce serait contre-productif. Par contre, il est plus efficace de mettre au centre de nos préoccupations la réduction des inégalités afin que, pour reprendre les mots du RWLP, « chacun ait droit à l'aisance ». Dans la mesure où cet enjeu transcende le secteur de l'enseignement, le RWLP, tout comme l'Aped d'ailleurs, en appellent à la convergence des luttes. Le monde politique entendra en effet sans doute mieux notre message si celui-ci dépasse les intérêts de notre secteur et s'élargit aux luttes qui concernent l'ensemble des citoyens.



Le canon flamand: ce dont les Flamands sont (doivent être) fiers

PAR JEROEN PERMENTIER

“Nos maîtres flamands, tels Van Eyck, Rubens et Breughel, sont mondialement renommés. La plus ancienne bourse du monde se situe en Flandre. La projection de Mercator est l'étalon-or en cartographie. L'industrie textile flamande est la référence depuis des siècles. Les apports des Flamands aux innovations technologiques dans les domaines de la construction navale, de la médecine et de l'industrie ont été cruciaux. Nous pouvons être fiers de ce passé. Mais nous vivons dans le présent et préparons l'avenir.” (extrait de la Startnota de Bart De Wever)

Au moment de la rédaction de ce texte, le Gouvernement flamand n'est pas encore formé. C'est un processus lent, dont l'un ou l'autre élément s'éclaire de temps en temps, via des fuites ciblées dans les médias. Le seul texte un peu consistant à avoir été rendu public est la note de départ de Bart De Wever. Ce texte devrait être la base des négociations entre CD&V, Open VLD et N-VA. On ne sait donc pas clai-

rement si cette note est une tentative de consensus, ou une sorte de “programme maximum”, dans lequel de nombreuses concessions sont encore possibles. Un de ses thèmes frappants est l'idée de créer un canon flamand. Une liste de tout ce dont les Flamands sont fiers. Dans la note, le canon est décrit comme suit: « Pour promouvoir le sentiment identitaire de la jeune génération, nous établissons, comme les Pays-Bas, un canon flamand, une liste de points d'ancrage de nos culture et histoire flamandes, qui caractérisent la Flandre en tant que nation européenne, et que nos élèves devront apprendre à l'école, de même que les nouveaux arrivants dans le programme d'intégration»

Le canon est donc un relevé concret de ce que les élèves doivent apprendre. En général, le programme scolaire est défini moins strictement par les autorités. Mais les immigrés devront aussi en connaître le contenu. En d'autres termes, il est possible, pour les nouveaux arrivants qui ne maîtriseraient pas bien cette liste, que des sanctions s'ensuivent.

Immédiatement après la publication de la note, un débat s'est fait jour parmi les scientifiques, journalistes et le secteur culturel. La teneur générale n'en était pas très enthousiaste.

L'on relève deux tendances parmi les critiques. Un premier groupe met en avant quelques aspects positifs d'un canon, ou fait des propositions pour qu'il se révèle positif. Elles servent bien souvent à montrer qu'un canon ne peut pas être définitivement établi.

Un second groupe déclare que ce n'est pas le rôle des autorités de déterminer ce que signifie l'appartenance au peuple flamand. Il rejette l'élaboration de quelque forme de canon que ce soit.





Un canon? Que contient-il?

Parmi ceux qui ne rejettent pas a priori l'idée d'un canon, nous trouvons le rédacteur en chef d'Apache, Karl Van den Broeck: « Je serai le dernier à mépriser le souhait d'améliorer la maîtrise de la culture et de l'histoire flamandes. Mais qui détermine ce canon? Quels points d'ancrage y sont-ils repris? Ce serait en soi un bon exercice de participation citoyenne, que l'on pourrait même organiser jusqu'à l'échelle des quartiers. Espérons que le gouvernement n'opte pas pour un "Conseil des sages", constitués de dix professeurs, âgés et mâles, ayant en leur temps présidé le KVHV (Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond Leuven). »

Le parlementaire fraîchement élu Jos D'haese (PVDA) a montré comment on pouvait créer un tout autre canon, en partant de l'angle des luttes sociales: « La Flandre a une riche histoire de luttes sociales, qui n'apparaîtra jamais dans le canon de De Wever. Une histoire dans laquelle les travailleurs, depuis les ouvriers du textile à Gand jusqu'aux Turcs et Italiens dans les mines du Limbourg, se dressent ensemble pour les droits sociaux. Contre les patrons et actionnaires en costume sur mesure, qui autrefois parlaient principalement français, et plus tard néerlandais ou simplement anglais. Avec le Gantois Anseele qui a été le premier socialiste élu à Liège. Et avec les travailleurs de Ford Genk qui se sont battus pour leurs emplois, coude à coude avec ceux d'Arcelor Mittal Liège, contre les actionnaires de Flandre et du reste du monde. » (Knack, 28 août 2019)

Dans une opinion nuancée, le professeur d'histoire médiévale Jan Dumolyn (UGent) montre de l'intérêt pour un débat autour du canon: « L'histoire est une discussion sans fin. Si un canon peut surtout être l'occasion d'un dialogue informé et nuancé sur notre passé et sur la manière dont nous pouvons éclairer de manière critique un concept tel que l'identité, je dirais: lançons-nous donc dans cette réflexion. Mais laissons les historiens, artistes et scientifiques faire ce travail. Les politiciens "tweeters" peuvent s'abstenir. » (Knack, 16 août 2019). Dumolyn ne voit donc pas le canon comme une liste à retenir par coeur et qui détermine une fois pour toutes ce qu'est un Flamand, mais est bien un levier pour un débat sur l'identité. Il indique également que les "points d'ancrage" de l'histoire flamande sont déjà repris dans les objectifs pédagogiques actuellement.

Le chercheur en littérature Kevin Absillis émet une critique semblable dans le Knack du 28 août 2019: « La rhétorique de la note est incroyablement ringarde et trahit le fait que ce canon ne sera que de la propagande,

avec un vernis intellectuel. Il sera complètement dépassé et illustrera les faiblesses du projet nationaliste flamand. Les Flamands qui ont un tant soit peu de confiance en eux ne devraient pas craindre de se pencher aussi sur les côtés sombres de l'histoire flamande. Par ailleurs, je comprendrais qu'un tel canon ne confronte pas la société uniquement aux erreurs du passé. Idéalement, un dialogue avec le passé suscite tant un sentiment de honte que de fierté. »

D'un autre côté, Absillis trouve l'alternative (pas de canon) un peu maigre. Il conçoit le concept de communauté de manière assez large. « Aujourd'hui nous disons en fait aux nouveaux Belges et nouveaux Flamands: voici les lois de ce pays, respecte-les et tu seras un bon citoyen. Au sens strict, c'est effectivement suffisant, mais la connaissance d'un canon pourrait rendre les valeurs communes de la société un peu plus transparentes ».

Gie Goris, rédacteur en chef de Mo, manifeste aussi un intérêt pour un cadre commun: « ça me semblerait une erreur de jeter le bébé avec l'eau du bain. Et cette eau constitue pour de nombreuses personnes - surtout celles qui vivent dans l'insécurité pour le présent et l'avenir - un besoin de valeurs, codes, points d'ancrage, conventions et représentations partagés. Non, les gens ne veulent pas une petite liste de personnages ou oeuvres d'art historiques, ils ne veulent pas de carcan conçu par des esprits étroits, mais bien se sentir à l'aise là où ils vivent et travaillent, ainsi qu'avec les personnes avec qui ils partagent l'espace public ». Goris, tout comme Jos D'haese, veut en fait que plus d'attention soit portée à la tradition de luttes sociales: « Personnellement, je ne pense pas que l'identité flamande soit une catégorie adéquate pour un travail sur des identités super diversifiées - la demande du nationalisme flamand exclusif est à ce sujet trop forte. Mais un combat social soutenu, avec un angle d'approche belge et républicain, où villes et périphéries luttent ensemble pour une société solidaire, durable, soucieuse du climat, ambitieuse, innovante et créative: ça pourrait former notre identité "bâtarde", non ? Il y a tout un canon d'oeuvres d'art, artistes, et récits historiques pour étayer tout cela. » (Mo, 14 août 2019)

Les émissions d'information de la VRT ont consacré beaucoup d'attention à ce canon, avec une prédominance de voix critiques. A côté de cela, une équipe du journal est allée en rue pour demander à des passants quels éléments devraient être inclus dans le canon. D'autres médias ont suivi cet exemple. Le président de la VRT, Paul Lembrechts, a adopté une autre approche: si la VRT participe au renforcement de l'identité flamande, et accorde de l'attention à la construction de ce canon, elle doit en contrepartie bénéficier d'une augmentation de la dotation. De Tijd (13 septembre 2019) a pu avoir accès à un mail de Lembrechts aux négociateurs dans lequel le montant de 270 millions supplémentaires était cité.



Diverses personnes indiquent que l'histoire flamande est une construction qui a pris forme juste après la création de la Belgique. Parmi celles-ci, l'historien Guy Vanthemsche: « *La Flandre doit son existence à la Belgique. Sans la création de l'état belge en 1830, il n'y aurait pas d'identité flamande* ». Les personnes qui vivaient avant le 19^{ème} sur le territoire de ce que l'on appelle maintenant "Flandre" ne se sentaient absolument pas flamandes et ne l'étaient d'ailleurs pas. Le mouvement flamand est aussi un enfant non désiré de cet état-nation belge. » (De Wereld Morgen, 14 août 2019)



Un non de principe à un canon

Les toutes premières réactions au canon flamand semblaient principalement être dues à la peur de la N-VA, qui veut imprimer sa vision sur l'identité flamande.

En outre, une critique beaucoup plus fondamentale est émise: l'histoire ne peut pas être internationalisée pour appuyer une vision sur ce qu'est une communauté. Les points d'ancrage de l'histoire flamande ne doivent pas être fixés, ils seront en effet différents pour chaque habitant de la Flandre.

Parmi les critiques les plus virulents, on trouve l'historien Bruno De Wever: « *Un canon est à proscrire. Il part d'une situation actuelle pour sélectionner des personnes, événements et écrits déterminés. Et même si l'on connaît cela, comprend-on la Flandre d'aujourd'hui? Ceci est en porte-à-faux avec l'enseignement moderne de l'histoire, dans lequel plusieurs perspectives sont proposées et apprises, de manière à ce que le passé soit différent en fonction des questions que l'on se pose. Deuxième objection: les politiciens ne doivent pas se mêler de ce qui est dit dans les cours d'histoire. Ils ne font pas ça non plus pour la physique* ». (Knack, 14 août 2019)

Bruno De Wever lance même un appel à ne pas collaborer à ce projet. Beaucoup d'autres personnes ayant pris part au débat ne se risquent pas à une telle attitude militante: « *Je ne vais pas me pencher sur la création d'un canon flamand, et j'espère que mes collègues historiens professionnels, liés à des universités et hautes écoles, feront de même* ». (Terzake, Canvas, 13 août 2019)

Stijn Aelbers fait également une critique fondamentale sur Apache: « *Ce canon n'est pas un outil de travail pédagogique (peu de pédagogues y croient) mais le sacrement qui détermine où commence et finit l'édifice et surtout, qui peut et doit décider cela* ». (Apache, 18 août 2019)

Dans son blog, Pedro De Bruykere cite Hannah Arendt: « *Selon elle, l'enseignement a une mission de conservation. Elle voulait dire par là que chaque génération doit réfléchir à ce qu'elle veut partager avec ses enfants. Je suppose que, par exemple, peu de gens pensent que nos enfants ne doivent pas connaître des points essentiels de notre histoire tels que les deux guerres mondiales. Soyons toutefois conscients que des nuances régionales existent, la "grande guerre" en Flandre étant la première, tandis qu'aux Pays-Bas, c'est la deuxième qui l'est. Point crucial, Arendt ajoute que cette conservation est nécessaire pour que la prochaine génération fasse ses propres choix. En dehors de la question du canon, il est donc clair que ces choix ne doivent pas être gravés dans la pierre* ». (Blog de Pedro De Bruykere, 16 août 2019)

Dans un point de vue très élaboré, l'association flamande des enseignants d'histoire et sciences culturelles appelle tout simplement les négociateurs à laisser tomber l'idée d'un canon flamand: « *Non, le passé ne peut pas être contenu dans de petites listes. Il est ambigu et l'histoire est modifiable, en fonction des questions que l'on pose. Ceci vaut bien entendu aussi pour un canon. Il se pourrait bien qu'un prochain gouvernement fixe une liste toute différente. L'ironie à son maximum. [...] Un enseignement de qualité de l'histoire peut rendre un énorme service aux élèves: en les laissant devenir des penseurs critiques qui peuvent créer eux-mêmes leur identité multiple. Un canon veut enfermer les gens dans une seule identité, alors que celle-ci est toujours constituée de plusieurs strates. Pourquoi ne pouvons-nous pas faire confiance aux élèves et les respecter dans leurs capacités à faire eux-mêmes des choix? Car c'est aussi un grand problème du canon: la méfiance qui en ressort. La note renvoie au patrimoine historique de la Flandre pour sortir plus forte de changements historiques. Apparemment ce patrimoine n'est maintenant plus si évident. Et alors? Un canon est-il utile dans ce cas? Nous osons en douter* ». (site web VVLG)



Le canon qui existe déjà

L'histoire est écrite par les vainqueurs. Parfois, ils arrivent à présenter l'histoire comme si il n'y avait pas eu de combat. Un petit échantillon de ce que pourrait être le canon a été réalisé il y a quelques années: l'Académie royale pour la langue et littérature néerlandaise et le Fonds flamand pour les lettres ont établi une liste de 51 oeuvres qui constituent le canon littéraire de notre région linguistique.

La liste a été établie avec soin: toutes les oeuvres, du Sente Servas d'Hendrik van Veldeke au Chagrin des Belges de Hugo Claus, en valent la peine. La liste est



également plurielle: Buysse, Nescio, Streuvels, Boon, Mulisch et Reve y sont côte à côte. Ce qui peut aussi être un problème: Hugo Claus, qui s'est retrouvé devant la justice pour de supposées obscénités dans son oeuvre théâtrale, est maintenant exhibé comme si la Flandre avait toujours compris la valeur de son travail. La création d'un canon spectacularise et neutralise ce qui y est repris.

Ensuite, on est frappé par le fait que, dans le canon littéraire, sur 51 oeuvres, il n'y ait que 5 femmes, et que presque tous les auteurs de livres importants soient blancs. Le passé colonial de la Flandre et des Pays-Bas est évoqué dans les oeuvres de Multatuli et Hella Haase, ainsi, malheureusement, que dans la *Venus noire* de Jef Geeraerts.

Le canon littéraire nous montre aussi les limites que les frontières géographiques et linguistiques apportent. La liste ne montre que les oeuvres écrites en néerlandais, mais pas à quel point ces oeuvres ont été influencées depuis le Moyen âge par la littérature dans d'autres langues, et comment elles ont aussi eu de l'influence sur la littérature dans d'autres langues.



Conclusion

La note de Bart De Wever nomme au moins un élément qui fera son chemin vers le canon flamand: la projection de Mercator. Une découverte indispensable à la navigation depuis le 16^{ème} siècle. Mais aussi une manière de représenter le monde qu'aujourd'hui nous ne trouvons plus adaptée. La projection de Mercator nous montre en effet le nord et le sud plus grands que les terres proches de l'équateur. Ainsi, l'Europe est relativement trop importante, tandis que l'Afrique et l'Amérique du Sud semblent plus petites qu'en réalité. La projection de Mercator comme métaphore de la pensée de la N-VA? Ça doit être une blague de De Wever.

Le débat sur ce qui fait de nous des Flamands et quels événements, oeuvres d'art, personnes peuvent en être les points d'ancrage est en soi intéressant et peut sûrement être mené sur la place publique. Nous devons aussi y impliquer nos élèves et nouveaux citoyens. Mais les conclusions de ce débat ne pourront jamais être listées, encore moins dans une liste ratifiée par la majorité dans un parlement et que l'on va ensuite imposer.

Nous ne sommes pas aussi angoissés que les penseurs les plus pessimistes: le canon flamand comprendra aussi, pour la forme, quelques éléments qui

ne plaisent pas à la N-VA. On peut compter sur une note critique sur la collaboration, peut être aussi sur notre passé colonial. Mais le ton principal sera tout de même que nous sommes un peuple de (semi) génies, précédant les autres sur la voie de l'illumination. Le meilleur des mondes possibles, avec de quoi bien manger et boire.

L'histoire est trop souvent écrite par les vainqueurs.

Pour parler concrètement, elle est écrite par la classe dirigeante. A nos professeurs d'histoire, sciences culturelles, philosophie, art et littérature revient la tâche difficile d'apprendre autre chose à nos élèves.

De leur mettre l'histoire et la culture en mains, pour qu'ils puissent eux-mêmes les traiter et donner forme à leur monde. Les primo-arrivants doivent avoir la chance de découvrir par eux-mêmes la culture de leur nouveau chez eux, et y ajouter la leur.

La nouvelle majorité flamande ne doit pas offrir d'aide non sollicitée sous la forme d'une liste de points d'ancrage dont nous sommes forcés d'être fiers.



30 ans de Convention des droits de l'enfant: où en sommes-nous?

PAR PHILIPPE SCHMETZ

Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Générale des Nations Unies il y a tout juste 30 ans, la Convention relative aux droits de l'enfant se veut « un instrument exhaustif qui établit des droits définissant des normes et principes universels relatifs au statut des enfants ». Elle leur reconnaît des libertés et des droits fondamentaux - civils, politiques, économiques, sociaux et culturels - « tout en prenant en compte leur besoin de recevoir une assistance et une protection spécifiques en raison de leur vulnérabilité ». Où en sommes-nous en Fédération Wallonie-Bruxelles ?

La Convention est entrée en vigueur en Belgique en 1992. Pour veiller à son application, la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est dotée depuis plus de 27 ans d'un délégué général aux droits de l'enfant (aujourd'hui Bernard De Vos). Il vient de remettre un rapport aux autorités. Par ailleurs, la Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE) a rédigé une note assez complète sur la situation en Belgique : "Les droits de l'enfant ont 30 ans, joyeux anniversaire ?"

En trois décennies, d'importants changements se sont opérés dans la perception de l'enfant, de ses besoins et des moyens d'y répondre... jusqu'à entraîner quelques fausses représentations concernant les droits de l'enfant (qui, non, ne façonnent pas des enfants-rois). La réalité est moins « glamour »...



Inégalités criantes

Selon la CODE, sur le terrain, les inégalités entre catégories d'enfants sont criantes. Elles sont pourtant structurelles. Donc modifiables! D'ailleurs, d'autres pays font parfois mieux avec moins de moyens. Les

dénis de droits les plus fréquents touchent les enfants vivant en situation de pauvreté (17,4% des moins de 15 ans sont concernés, soit un des taux de pauvreté infantile les plus élevés d'Europe ; or, la pauvreté a un impact sur tous les droits de l'enfant)!, les enfants migrants accompagnés ou non de leurs parents (en Belgique, leur vulnérabilité est accentuée par des pratiques contraires à l'intérêt supérieur de l'enfant : test osseux, enfermement...), les enfants porteurs d'un handicap et/ou malades (le manque d'inclusion à l'école et dans les loisirs est flagrant en FWB), les enfants aidants proches (ils sont nombreux, 14%, mais particulièrement invisibles), les enfants confrontés à la justice (même s'il y a des avancées, comme le Tribunal de la famille et de la jeunesse, les enfants ne sont pas suffisamment protégés ; des pratiques sont contraires à leurs droits : dessaisissement, sanctions administratives communales, enfermement qui n'est pas une option de dernier recours)...



Accès inégal à l'éducation

Certes, chaque situation est à envisager au cas par cas, et se garder de tout déterminisme est essentiel. Il n'empêche : les enfants de ces catégories dites vulnérables connaissent en moyenne plus de séparation d'avec leurs parents, une moins bonne santé générale, un moindre accès au droit à l'éducation (difficultés d'accrochage scolaire parfois dès le maternel, échecs, redoublements, orientations parfois abusives vers des types d'enseignement peu valorisés) et aux loisirs. Ils sont par ailleurs plus susceptibles d'être victimes de violence et, d'une manière générale, disposent moins que tout autre d'un réel droit à la participation. Si les évolutions sociétales - séparations, recompositions familiales... - ont conduit à une redéfinition des modèles familiaux et à des avancées (Tribunal de la famille et de la jeunesse, droit pour l'enfant d'entretenir une relation avec ses deux parents...), la plupart des familles monoparentales sont en situation de pré-





carité. Rappelons aussi que le taux de maltraitance intrafamiliale est important en Belgique (5 à 6 cas par jour en Fédération Wallonie-Bruxelles).



La fin des enfants détenus au centre 127 bis, une petite victoire... très précaire

Notre pays a été bien souvent pointé du doigt pour ne pas respecter la convention internationale en mettant en détention des enfants au sein du fameux centre 127 bis. Bernard De Vos se félicite que la justice ait pour l'instant pu interrompre ce qu'il qualifie de « véritable honte pour notre pays ». En avril dernier, le Conseil d'Etat suspendait l'exécution de certains articles de l'arrêté royal du gouvernement qui permettait à nouveau l'enfermement de familles avec enfants avant une expulsion. Car ces dispositions, dit le Conseil d'Etat, n'excluent pas la détention d'enfants en bas âge dans des lieux où ils sont susceptibles d'être exposés à des nuisances sonores aéroportuaires très importantes, alors que la durée de cette détention peut se prolonger jusqu'à un mois. Le Délégué reste cependant lucide. Ce n'est que transitoire, l'Etat souhaite toujours enfermer des familles: « Ils feront sans doute les travaux nécessaires pour éviter les nuisances sonores ou ils comptent bientôt déjà enfermer des familles avec enfants majeurs ».



Harcèlement : notre système scolaire crée la violence des enfants

Autre préoccupation majeure, le harcèlement à l'école. Moral, verbal ou physique, il concernerait un enfant sur trois : 15% sont des victimes, 10% sont des harceleurs et 5% se trouvent simultanément dans les deux catégories. Avec des conséquences sur leur santé et leur scolarité. Bernard De Vos : « Après quelques années, mon constat est de dire que dans les écoles qui ont développé des pédagogies dites participatives ou alternatives, les phénomènes de harcèlement sont généralement moins présents. L'école porte en elle-même une certaine violence institutionnelle qui engendre à son tour d'autres violences entre mineurs d'âges ou vis-à-vis des enseignants. Notre système exclut d'une façon incroyable, avec du redoublement, avec le fait de mettre dans l'enseignement spécialisé des enfants qui ne sont porteurs d'aucun handicap et cela entraîne une grande violence en retour. »



Trop d'exclusions scolaires

Chaque année, un peu plus de 3400 exclusions scolaires sont signalées par les établissements. Par Nathalie de Viron de la FWB. Plus de 80% sont des garçons et cette exclusion définitive touche les enfants durablement et tout particulièrement des élèves déjà fragilisés. Et le Délégué général a sorti sa calculette : « Rendez-vous compte qu'un enfant coûte dans l'enseignement ordinaire 3500 euros par an, tandis que dans l'enseignement spécial le coût pour la collectivité monte à 14.500 euros. Ne devrions-nous pas investir autrement notre argent pour que les enfants restent dans l'enseignement ordinaire, au lieu de créer des handicaps qui n'existent pas et qui ont pour conséquence une exclusion dure et brutale d'enfant déjà souvent en difficultés par ailleurs ».



Un manque de coordination au niveau politique

La protection des droits de l'enfant doit constituer une mission transversale dans tous les domaines. Pourtant, on constate que l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas réellement au centre de l'élaboration des politiques en Belgique : le manque de coordination en la matière est notable, et notamment marqué par l'absence d'un.e Ministre coordinateur.trice au niveau fédéral. Les plans d'action ne font pas l'objet d'une mise en œuvre structurelle, ne sont pas intégrés de manière contraignante et sont bien souvent éloignés de la réalité des enfants les plus vulnérables. Enfin, le soutien des pouvoirs publics a eu tendance à être rogné ces dernières années (alors même que les besoins des enfants et des familles vont grandissant).

Après 30 ans, il reste manifestement du pain sur la planche ! Comme le clame le Délégué général : « Il ne faut pas espérer réparer les questions liées à la pauvreté des enfants sans s'attaquer à la pauvreté des parents. A la marge, les communautés et régions peuvent compenser en offrant des services collectifs de qualité, en commençant par l'accueil de la petite enfance - allusion au manque criant de places dans les crèches, ndlr -, en poursuivant avec une école équitable et égalitaire, en travaillant sur l'inclusion de tous les publics. »

(sources : RTBF en ligne et CODE)

1) Le Délégué général, Bernard De Vos, a remis aux autorités son rapport relatif aux incidences et aux conséquences de la pauvreté sur les enfants, les jeunes et leur familles, une version actualisée de celui de 2009 : « Dix ans après, rien n'a changé. Dix ans plus tard, c'est en réalité bien pire ».



COUPS DE GUEULE

LES CHIENS DE GARDE SONT LÂCHÉS!

PAR PHILIPPE SCHMETZ

Parce qu'ils ont compris que le mouvement qu'elle a initié porte en lui une contestation radicale du capitalisme, les chiens de garde se déchaînent sur Greta Thunberg. Ils l'avaient dans un premier temps épargnée, l'estimant inoffensive, peut-être même sympathique. Désormais, éditorialistes et « philosophes médiatiques » rivalisent de fausse sollicitude, de mépris et d'agressivité envers la jeune militante, montrant ainsi leur vrai visage.

Nous ne vous recommanderons jamais assez de fréquenter assidument le site de l'observatoire des médias Acrimed (pour Action - Critique - Médias⁽¹⁾). Maxime Friot y a publié le 6 novembre dernier un florilège des agressions médiatiques perpétrées contre l'écologiste suédoise. Instructif !

Comme souvent lorsque les chiens de garde se penchent sur une question politique, la caricature n'est pas loin. Et le cas de Greta Thunberg illustre une nouvelle fois comment, à défaut de débattre sérieusement d'un enjeu sérieux – comme celui du changement climatique – les tenanciers des grands médias s'en tiennent à discuter de la forme ; pour mieux discréditer celles et ceux qui portent un message critique de l'ordre économique et social.

Ainsi, la jeune fille aura été clouée au pilori, suivant le plan que connaissent tous ceux qui ont l'outrecuidance de se dresser contre l'ordre établi. Elle aura successivement été accusée 1° de « ne pas apporter de solution concrète » ; 2° d'être « manipulée et endoctrinée » ; 3° de véhiculer une « idéologie totalitaire » ; 4° comme si ça ne suffisait pas, d'avoir un physique atypique !





Extraits choisis...

« Les gens qui défendent Greta Thunberg fascinent par leur désir d'être dupes. Aucun d'eux n'ignore qu'il est en présence d'une arnaque, d'une image, d'une enveloppe vide mandatée pour dire le Bien. Et c'est pour cette raison qu'il ne faut jamais le leur dire ! Cécité volontaire. » Tweet de Raphaël Enthoven. « C'est inepte, ce qu'elle fait, c'est inutile. A quoi ça sert d'aller chouiner devant les caméras du monde entier ? En quoi elle fait avancer un tant soit peu le schmilblick ? » Jérôme Béglé, directeur adjoint de la rédaction du Point, sur CNews, après le passage de Greta à la tribune de l'ONU. « Elle n'apporte pas vraiment de solution concrète. On est dans la revendication permanente. On est dans l'imprécation. » Christophe Barbier sur BFM-TV. « J'ai l'impression qu'elle a frappé par erreur, comme à la sortie d'un bistrot, quand on est un peu éméché et qu'on donne un coup de poing à son copain au lieu de taper le méchant. » Éric Brunet, sur BFM-TV, même lieu même jour. Un constat partagé sur LCI. Vincent Hervouët affirme que Greta Thunberg « a tort de geindre ». Jean-Michel Apathie abonde, en évoquant la plainte portée par la militante suédoise contre cinq pays dont la France : « dans la vie publique, on ne pleure pas, et puis, porter plainte, c'est ridicule ». François Lenglet : « Le changement climatique, c'est un problème technique, avec des solutions techniques, qu'une jeune fille de 16 ans ne peut pas avoir. »

« C'est terrifiant. C'est une gamine ... qui, je rappelle, a 16 ans... dont on se sert en instrumentalisant son autisme. » Charlotte d'Ornellas. « C'est une créature totalement construite, fabriquée par les médias et par ses parents. C'est le fruit d'une construction qui n'a rien à voir avec la spontanéité ou la jeunesse. » Pascal Bruckner sur LCI. « Quand le cri devient une sorte de récurrence, de style, de punchline, ça sent le préfabriqué, ça sent la démarche intéressée. » Christophe Barbier.

L'inévitable Alain Finkielkraut, dans Valeurs Actuelles: « Cette enfant est la victime de ses parents manipulateurs, du système médiatique et de la bêtise des adultes. » Le même sur France Inter : « Je trouve lamentable que des adultes s'inclinent aujourd'hui devant une enfant. Je crois que l'écologie mérite mieux, et il est clair qu'une enfant de seize ans, quel que soit le symptôme dont elle souffre, est évidemment malléable et influençable. Nous avons mieux à faire pour sauver ce qui peut l'être de la

beauté du monde que de nous mettre au garde-à-vous devant Greta Thunberg et les abstraites sommations de la parole puérile. »

« Tous les enfants ont du génie sauf Greta Thunberg. Je la sens fanatisée. » Jérôme Béglé, sur CNews. Ivan Rioufol, dans la même émission : « Son fanatisme m'inquiète ». Il évoque une « idéologie d'essence totalitaire », avant de poursuivre sa tirade hallucinée (et hallucinante): « Cette jeune fille est porteuse d'une idéologie universaliste. Elle ne supporte pas la contradiction. Quand on se rappelle ce qu'a pu être le communisme ou le nazisme... On se souvient de l'embrigadement des jeunesses dans les régimes totalitaires... les jeunesses hitlériennes... les jeunesses maoïstes... »

L'outrance semble contagieuse, et LCI se met au diapason. Ainsi de Vincent Hervouët : « À l'ONU, il n'y a que les tyrans qui se font remarquer : Khrouchtchev, Castro, Kadhafi... Et là, on a un tyran de 16 ans. » Ou de Julie Graziani : « Qu'est-ce qui satisferait Greta Thunberg et ses amis ? Rien ! Parce que c'est une idéologie, donc ce sont des gens extrémistes. » Le lendemain, toujours sur LCI, Alexis Brézet : « On a connu, à l'époque de Mao, les Gardes rouges qui dénonçaient leurs parents. Là, on a une génération de Gardes verts. »

Puis il y a les attaques ad hominem. Dès le 10 avril 2019, Pascal Bruckner évoquait « son visage terriblement angoissant » (Figaro Vox). Autre « philosophe médiatique », Michel Onfray prenait le relais sur son blog, évoquant un « visage de cyborg », « non pas de marbre mais de latex », « tendu par les épingles du néant ». Dans la même veine, Greta Thunberg est tour à tour qualifiée de « vestale fiévreuse » (Vincent Hervouët, LCI), d'« enfant hystérique et impérieuse » (Gilles-William Goldnadel, LCI), de « gamine barrée » (Xavier Gorce, Twitter), ou encore de « cancre mondiale, idole des bons sentiments » et de « tête creuse » (Raphaël Enthoven, Twitter).

Et le pire est à venir, carrément graveleux⁽²⁾. Tweet de Xavier Gorce : « Moi aussi, si j'étais député, j'aurais tellement envie de venir me faire fesser et talquer publiquement par une gamine barrée qui se croit en mission de rédemption. » Tweet d'Enthoven : « Le doudou des adultes quand ils se font fesser par des enfants. »



Des éditocrates serviles

À travers leurs sorties outrancières, les maîtres-penseurs du cirque médiatique dressent d'eux-mêmes un



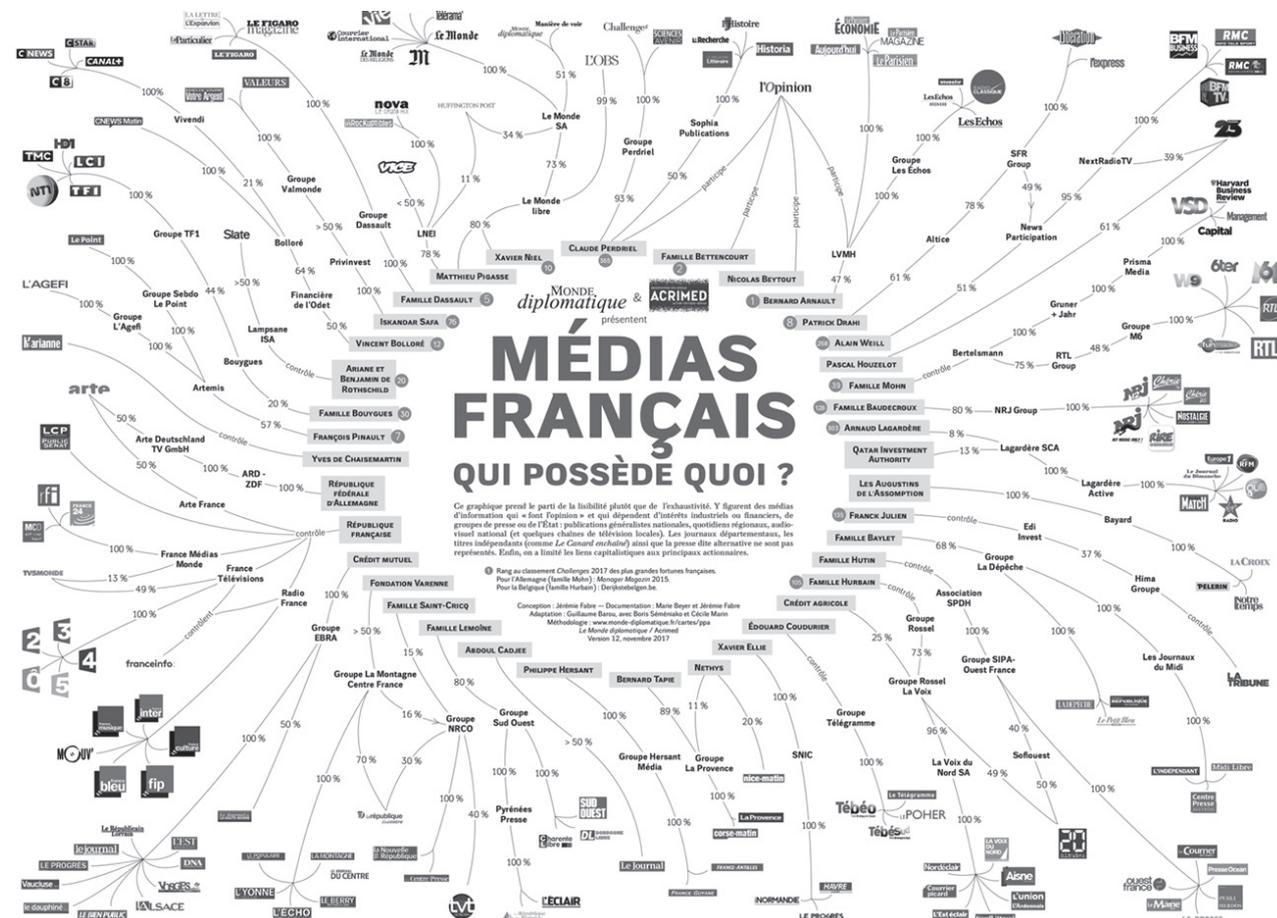
portrait accablant. Le site *Les mots sont importants*⁽³⁾ est on ne peut plus clair à leur sujet : « Et comme on les comprend ! Une jeunesse qui sort de son statut d'objet parlé pour devenir sujet parlant, comme c'est « malaisant » ! Surtout quand ladite jeunesse est de sexe féminin ! Surtout quand c'est pour critiquer, dénoncer, accuser. Surtout quand la critique s'énonce en termes crus, explicites, sans détours ni précautions, sans euphémismes, sans s'excuser ni demander la permission, sans emprunter aucune des voies bien balisées de la féminité acceptable et audible : sourires, séduction, politesse, diplomatie, bref : la carte de la « bonne meuf », celle de la petite fille modèle ou celle de la Madone douce et maternelle. Surtout quand, en plus, elle déroge aux canons de la « normalité » neurologique ! Surtout enfin quand ce que critique ladite jeune femme neuro-atypique est un ordre économique, politique, social et symbolique auquel collaborent servilement, et de longue date, tous ces éditocrates très adultes, très mâles, très « normaux » et très friqués – et très blancs, évidemment. »

Chez nous aussi, les Anuna De Wever et autres Adélaïde Charlier sont la cible d'attaques virulentes. Les thuriféraires du système deviennent manifestement nerveux !

1) Action-CRitique-MÉDIAs [Acrimed]. Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias s'est constituée, depuis sa création en 1996, comme une association-carrefour. Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigente (www.acrimed.org)

2) On n'est pas près d'oublier le tweet de Bernard Pivot, le 25 septembre 2019 : " Dans ma génération, les garçons recherchaient les petites Suédoises qui avaient la réputation d'être moins coincées que les petites Françaises. J'imagine notre étonnement, notre trouille, si nous avons approché une Greta Thunberg..."

3) Les mots sont importants : <http://lmsi.net>





COUPS DE GUEULE

**NON À LA PUB
DANS LES ÉCOLES!**

PHILIPPE SCHMETZ

« Quel(le) directeur(trice) n'a jamais rêvé de pouvoir rééquiper ses locaux de sport ? Qui n'a jamais voulu repeindre ses classes, renouveler le mobilier ou acheter un matériel pédagogique flambant neuf ? Et un nouveau matériel informatique, une bibliothèque pour les plus studieuses de vos têtes blondes ou un aménagement PMR, y avez-vous aussi déjà pensé ? Peut-être même avez-vous imaginé pouvoir développer une nouvelle aire de jeux extérieure ou de donner un nouvel élan à votre réfectoire ? Bonne nouvelle: nous avons peut-être la solution pour transformer le rêve de votre école... en réalité! Nous lançons une opération sans précédent dans toutes les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles ! Chaque établissement peut participer au concours inter-écoles et tenter de remporter un chèque de 5.000€ à utiliser pour développer son propre projet ! »

Le 26 août dernier, la marque de chaussures Maniet-Luxus lançait via Facebook et un site internet un concours destiné aux écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Juste avant la rentrée des classes, les directions intéressées avaient cinq jours pour déposer leur candidature. Et ça a marché ! 150 établissements ont répondu à l'appel, disposant ensuite d'un délai de deux mois pour rentrer leur dossier.

Mais ce n'est pas tout : après leur inscription à l'appel à projets, les écoles ont reçu des bons de réduction à glisser dans les cartables des enfants. Oh, bien sûr, la marque précisait que la distribution des bons n'était pas obligatoire et n'influencerait pas la décision du jury. Ce qu'a confirmé une directrice... qui avait tout de même procédé à la distribution. Pourtant, le Pacte scolaire est très clair sur ce point : pas de distribution de bons d'achat dans les écoles !

La FWB dispose d'ailleurs d'une commission spéciale chargée de ce contrôle, qui ne peut cependant statuer que si une plainte est déposée...

Nous voilà en présence d'un cas de marchandisation rampante de l'enseignement. Un de plus. Des entreprises privées s'engouffrent dans la brèche ouverte par le sous-financement des écoles. Pour y mener

des actions mercantiles, sans la moindre visée pédagogique, à mille lieues de l'esprit critique que l'institution scolaire est supposée développer. Ces entreprises ne connaissent que trop bien le redoutable pouvoir prescripteur d'achat des enfants auprès de leurs parents.

Non à la pub dans les écoles ! Oui à un financement public à hauteur de leurs besoins et garant de leur indépendance !

Maniet ! Luxus, UNE ENTREPRISE FAMILIALE, WALLONNE ET

Shoe-Box les Samaritains

NOTRE ENGAGEMENT SOCIÉTAL

erapi

PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES

TRI DES DÉCHETS
RECYCLAGE
145 TONNES DE
2570 KG PAPIER
1705 KG PLÂME
700 KG D'ARC

EXTINCTEURS AUTOMATIQUES DES LUMIÈRES AU BUREAU

5 RUCHES D'ENTREPRISE POUR LA BIODIVERSITÉ ET RÉCOLTE DE 250 POTS DE MIEL/JAN

CONSEILLÈRE EN PRÉVENTION POUR LES RISQUES EN MAGASIN ET VEILLER AU MEILLEUR ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL

« Nous faisons un environnement des techno... »



**Rien n'arrête
Paul Magnette**

PHILIPPE SCHMETZ

En voilà un qui ose ! Paul Magnette, alors candidat à la présidence du PS, depuis lors élu sans surprise, puis promu informateur du Roi, se lâchait dans un entretien accordé au Soir, début octobre : « Partout où les sociaux-démocrates ont gouverné, on a des sociétés basées sur un système social fort, des services publics développés, des mécanismes de dialogue social, un investissement massif dans l'enseignement. »

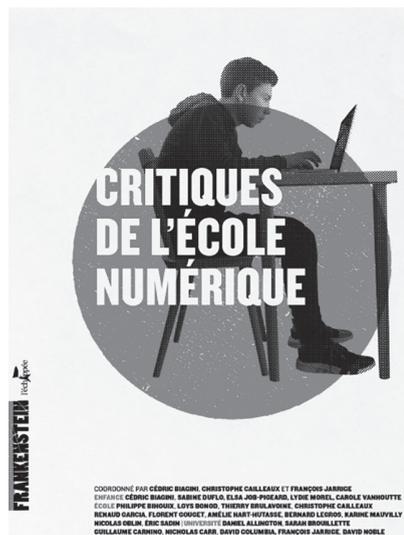
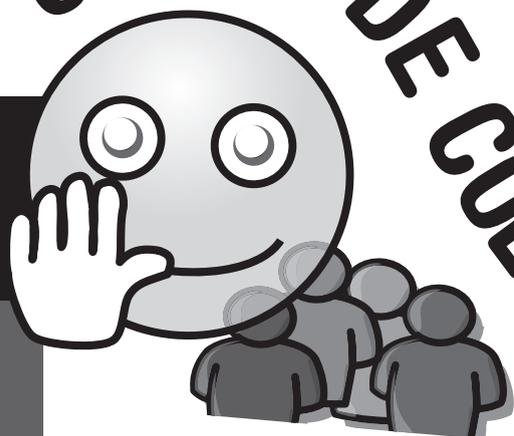
Un « investissement massif dans l'enseignement ». Oufti ! Les dizaines de milliers de travailleurs de l'éducation qui avaient lutté - en vain - contre la suppression de 3000 emplois dans l'enseignement par la ministre socialiste Onkelinx en 1996, doivent apprécier... Avant cela ou depuis lors, les rares refinancements (St Polycarpe en 2001) n'avaient hélas rien de massif !

Et il n'est pas tout à fait idiot de penser que le Pacte d'Excellence, sous un vernis pédagogique déjà craquelé, finira par révéler sa nature de plan d'économie.





COUPS DE COEUR



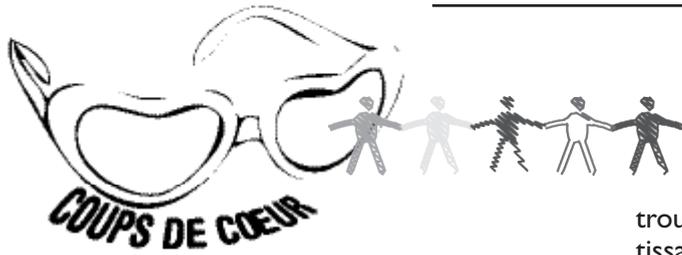
Critiques de l'école numérique

Ouvrage collectif coordonné par Cédric Biagini, Christophe Cailleaux et François Jarrige⁽¹⁾

Une lecture de Philippe Schmetz

Le numérique s'implante de plus en plus profondément dans l'enseignement, de l'école à l'université, comme il le fait dans la vie sociale tout entière. C'est « inéluctable », nous dit-on. Il faut, paraît-il, « faire avec son temps » et ne risquer de prendre aucun « retard ». De toute façon, c'est « pour notre bien et celui de nos élèves » : les technologies de l'information et de la communication à l'école constitueraient une inépuisable source de progrès. Elles auraient en effet pour double vertu de donner à tous accès aux ressources illimitées du savoir et de réduire les inégalités... L'Aped n'a jamais été dupe de ce discours grossièrement mensonger, qui masque mal la marchandisation de l'École. L'un des nôtres, Bernard Legros, a contribué à un ouvrage collectif qui alimentera utilement un débat essentiel pour la démocratie.

Ils sont près d'une trentaine d'auteurs⁽²⁾ à avoir participé à ce projet éditorial. Des enseignants, des intellectuels, des soignants, des parents, des syndicalistes. Ils ne prétendent pas faire un tour complet de la question. Plutôt que nous imposer UNE critique de l'école numérique, ils ont choisi de croiser leurs observations et leurs analyses spécifiques, diversifiées, allumant autant de contre-feux face au « tout numérique » que les pouvoirs économiques,



politiques et académiques imposent à nos vies dans une sorte d'inconscience générale et d'hypnose collective. Très judicieusement, le livre est structuré en trois parties distinctes, consacrées successivement à la petite enfance, à l'école et à l'université. Parmi cette matière, riche, j'ai épinglé quelques contributions qui m'ont particulièrement interpellé.



Enfance

Des professionnels de la santé et de la petite enfance tirent la sonnette d'alarme : une exposition massive et précoce des bébés et des jeunes enfants à tous types d'écrans produit de graves effets. Troubles de l'attention, trouble des relations sociales et retards de langage sont de plus en plus observés. De même que les corps sont malmenés : capacité cardio-vasculaire en baisse, obésité, altération du sommeil... qui elle-même rend les enfants plus irritables et incapables de se concentrer. Et tout cela pour un intérêt éducatif pour le moins discutable (très belle contribution de Lydie Morel, qui démonte avec précision l'intérêt supposé des dessins animés, classés en quatre catégories). Les auteurs soulignent à juste titre l'accablante responsabilité de l'« économie de l'attention », de ces industriels - et de leurs valets politiques - qui tirent profit de tous ces jeux et jouets qui capturent les enfants. Il est si commode de faire porter le chapeau aux seuls parents !



École

Dans un article admirable, très bien documenté, plein de verve et délicieusement sardonique, Christophe Cailleaux, professeur d'histoire-géographie en lycée et militant syndical (Snes-FSU), nous conte l'offensive lancée par la EdTech, ces entreprises pseudo-innovantes cherchant à prendre leur place dans le champ éducatif. Les marchands d'éducation et de numérique sont en train de siphonner les fonds publics sous le prétexte fallacieux d'introduire dans les écoles des pédagogies innovantes et émancipatrices. Rejoignant les thèses de l'Aped, Cailleaux voit dans l'idéologie de la « société apprenante » une « expression euphémisée et hypocrite du capitalisme le plus violent ». L'enjeu est en effet, face à l'obsolescence de plus en plus rapide des produits et des emplois, de nous pousser à apprendre tout au long de la vie. Et si l'on apprend de tout, tout le temps et partout, l'École s'en

trouve marginalisée, n'étant plus qu'un lieu d'apprentissage parmi tant d'autres. Son sous-financement et son essoufflement donnent des arguments pour sous-traiter au privé. Rien de fatal à cela, pourtant, pas plus qu'à la montée en puissance de l'intelligence artificielle⁽³⁾. Toutes ces « évolutions » relèvent de décisions politiques. Une autre Humanité est possible.

Autre pavé dans la mare : Karine Mauvilly pourfend très utilement le mythe des « ressources illimitées de l'internet ». Il manque aux jeunes - et surtout aux plus pauvres - une maîtrise suffisante du langage nécessaire à la navigation. Les recherches documentaires sur la toile, passant par des algorithmes, sont loin d'être neutres. Les jeunes se trouvent confrontés à des sources de statuts très divers (scientifique, commercial, militant...) Bon nombre de ressources sont payantes. La lecture à l'écran est moins profitable sur le plan cognitif (on peut moins s'appuyer sur les repères spatiaux de la mise en page, par exemple). Et puis, on trouve sur le net tellement d'« informations » non validées. Mauvilly offre une analyse critique très détaillée, donc, mais aussi une réflexion sur le rôle primordial de l'école, et des pistes pédagogiques alternatives. A contre-courant, elle plaide pour que la recherche scolaire se fasse sur un corpus documentaire limité, mais maîtrisé.

Au gré des contributions, le lecteur se voit questionner sur ce qui passe trop souvent pour des évidences. Le numérique à l'école, est-ce vraiment efficace ? Cela se vérifie-t-il en termes de résultats scolaires ou, mieux, d'apprentissages ? Le recours systématique au triptyque ordinateur - diaporama - écran n'escamote-t-il pas la relation professeur - élèves ? Par ailleurs, est-il vrai que la numérisation de l'école permet au professeur de « se recentrer sur le cœur du métier » ?



Université

Décédé en 2010, l'Américain David Noble fut un précurseur de la critique des nouvelles technologies, notamment dans le système universitaire US. Les auteurs ont eu la riche idée de nous livrer la traduction d'un de ses articles de référence, au titre éloquent : « Les usines à diplômes numériques. L'automatisation de l'enseignement supérieur. » Une mise en perspective salutaire. Tout comme « L'université sous hypnose numérique », où Guillaume Carnino et François Jarrige proposent une sorte de prolongement, au niveau du supérieur, de la lecture matérialiste de Christophe Cailleaux.



Pour achever de nous questionner, Nicholas Carr raconte comment des professeurs d'université américains, pas du tout technophobes, dans un premier temps favorables à la présence dans leurs auditoriums des tablettes, ordi et autres smartphones de leurs étudiants, les interdisent désormais strictement...

Voilà donc un ouvrage intéressant pour tout travailleur de l'éducation s'interrogeant sur la pertinence de la numérisation de l'École. Bien construit, enrichi de nombreuses annexes (dont l'Appel de Beauchastel et d'autres textes collectifs), il ne se lira peut-être pas intégralement, mais au gré des questions que chacune se pose. Il y a là, en tout état de cause, de quoi nourrir le débat !

1) *Critiques de l'école numérique, coordonné par Cédric Biagini, Christophe Cailleaux et François Jarrige, éditions L'Echappée, collection Frankenstein, 2019, 448 pages, 25 euros.*

2) *Et bien plus si l'on compte les membres des collectifs impliqués.*

3) Il cite Eric Sadin : « l'humanité se dote à grands pas d'un organe de dessaisissement d'elle-même, de son droit à décider [...] dans l'objectif prioritaire de répondre à des intérêts privés et à instaurer une organisation de la société en fonction de critères principalement utilitaristes. »



Mario VARGAS LLOSA, La fête au Bouc

Urania Cabral, brillante avocate new-yorkaise, revient dans sa République dominicaine natale après des lustres passés à l'étranger. Elle y avait laissé sa famille sans nouvelles. Les questions qu'elle doit poser à son père mourant vont nous plonger dans le labyrinthe de la dictature de Trujillo, le Bouc, au moment de l'attentat qui lui coûta la vie, après 30 années de pouvoir sans partage, en 1961. On mesurera le courage des conjurés au fur et à mesure des révélations du récit.

Mieux vaut tard que jamais, j'ai enfin lu, que dis-je, dévoré *La fête au Bouc*, l'une des oeuvres maîtresses du romancier péruvien Mario Vargas Llosa. Le lecteur averti sera peut-être surpris de voir un militant progressiste recommander chaudement l'ouvrage d'un

auteur ultra-libéral. C'est que, comme le soulignait Ignacio Ramonet ⁽¹⁾, « chez cet auteur schizophrène cohabitent deux personnages : un pamphlétaire néolibéral, présomptueux et médiocre, qui se répand chaque semaine dans les colonnes des « journaux de révérence » pour complimenter les puissants, louer l'entreprise, aduler le patronat, flatter infiniment les Etats-Unis et caresser, peloter, lécher la mondialisation libérale. Et, simultanément, [...] un romancier d'exception, dans la veine de Flaubert et de Faulkner, qui se souvient d'avoir été longtemps marxiste et même castriste, capable de construire des architectures narratives implacables, avec un sens du récit qui captive et fascine des lecteurs emportés, entraînés par une intrigue où des forces sociales s'affrontent, des destins se jouent et l'histoire se décide. »

L'histoire se déroule tout entière en République dominicaine. Mais la portée du roman est universelle, en ce qu'il livre l'autopsie de la dictature, de son architecture : la prédation économique, les prébendes, le culte de la personnalité savamment entretenu, le despotisme, les services de renseignement omniprésents et la répression impitoyable, la peur qui inhibe toute velléité de liberté, le soutien des Etats-Unis et de l'Eglise catholique....

Vargas Llosa multiplie les angles de vue. Se succèdent les tranches de vie de nombreux personnages-clés de l'histoire, en autant de portraits d'une grande profondeur. Tous les sens sont convoqués dans ce roman choral tellement bien agencé que jamais vous ne perdrez le fil.

Autant vous en avertir : pour la plupart des héros de cette histoire, la lutte pour la démocratie se soldera par un voyage en enfer, au bout de l'horreur. Une lecture marquante.

Mario VARGAS LLOSA, *La fête au Bouc*

Première parution en 2002

Trad. de l'espagnol (Pérou) par Albert Bensoussan

Collection Folio n° 4021, 592 p., 10,80 €.

1) *Le Monde diplomatique, mai 2002*

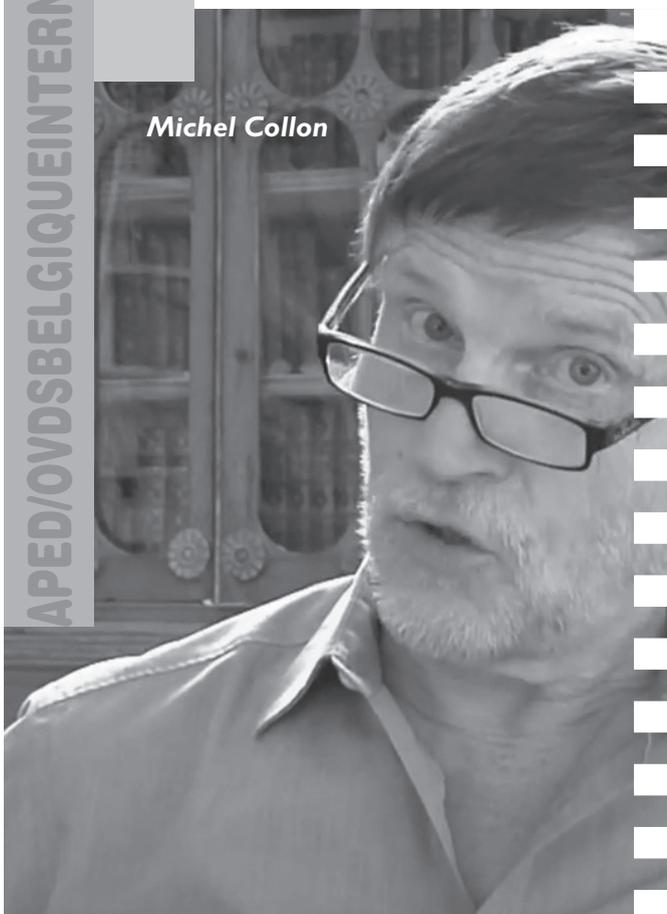


PARLER DES CONFLITS AUX JEUNES, EST-CE DIFFICILE?

PAR MICHÈLE JANSS

Guerres de propagande, théories du complot, controverses... La presse, quelle qu'elle soit (TV, papier, internet, reconnue ou alternative), est pleine de récits. Or, ces récits ne permettent pas à eux seuls de comprendre l'actualité. Les participants des 6 heures ont pu décrypter la presse du jour avec Michel Collon.

Sa méthode est la suivante :



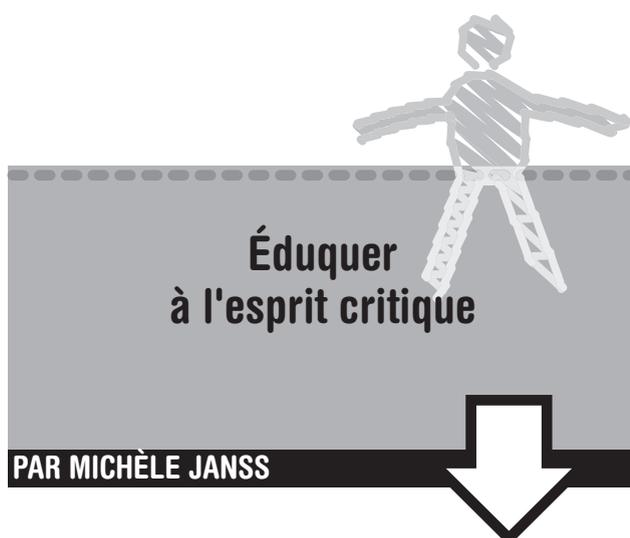
Michel Collon

1. Ecouter sans juger et dans le respect. Bien des avis circulent, il s'agit ici de les examiner avec les jeunes.

2. Aller à l'essentiel : on se raccroche souvent, c'est le jeu de la presse, à des faits divers et à des anecdotes. Pour tout conflit, qu'il soit social, idéologique ou géostratégique, il s'agit de ne pas perdre de vue l'essentiel : l'origine, les causes et éléments déclencheurs, le respect du droit.

3. S'en tenir aux faits. La plupart du temps, l'actualité est présentée sous l'angle des émotions. Il s'agit pourtant de s'en tenir aux faits, à l'histoire et aux intérêts (souvent non dévoilés) des différentes parties.

4. Faire réfléchir. Il s'agit avant tout de se documenter, de se poser des questions et de donner à penser. On ne s'engage pas dans un combat à coup de « vrai contre faux », mais on sème des graines de réflexion qui pourront amener l'interlocuteur à se poser les bonnes questions.



Lectures conseillées :

Norman Baillargeon, *Le petit cours d'autodéfense intellectuelle*.

Nico Hirtt, Jean-Pierre Kerckhofs et Philippe Schmetz, *Qu'as-tu appris à l'école ?*

Alain Dantinne, 68, rue des écoles

Pour pouvoir exercer sa liberté d'opinion, il faut d'abord avoir construit une pensée structurée et critique. Pourtant, l'éducation à l'esprit critique n'apparaît dans le décret Missions ou dans le Pacte d'excellence qu'en lien avec la construction d'une citoyenneté docile ou, plus récemment, avec l'éducation aux médias. Il s'agit pourtant aussi de comprendre les enjeux d'une société inégalitaire et consumériste.

Le raisonnement rationnel, la recherche de la vérité, la mémoire historique, la rhétorique, l'analyse des sources, l'attachement à la liberté d'expression sont actuellement des pistes proposées, tout en demandant aux enseignants une neutralité mal définie...

Si toutes ces pistes sont indispensables, il manque néanmoins à beaucoup de jeunes les savoirs indispensables pour comprendre les enjeux de notre société et avoir envie de l'améliorer.

Le langage (math, langues, arts), compris actuellement comme « utilitaire » est aussi un instrument de pouvoir et de compréhension dont il faut s'emparer; l'histoire de la pensée (et son analyse), le droit, l'économie, la connaissance des moyens de production... Plus que des compétences de base, seule une éducation réellement polytechnique, c'est-à-dire qui développe un regard global sur le monde, peut amener à développer une pensée analytique.

C'est dans nos cours, quels qu'ils soient, que nous pouvons dès maintenant nous interroger sur les savoirs à enseigner et amener nos élèves (et nous-mêmes) à se poser des questions et ainsi développer leur propre pensée critique.



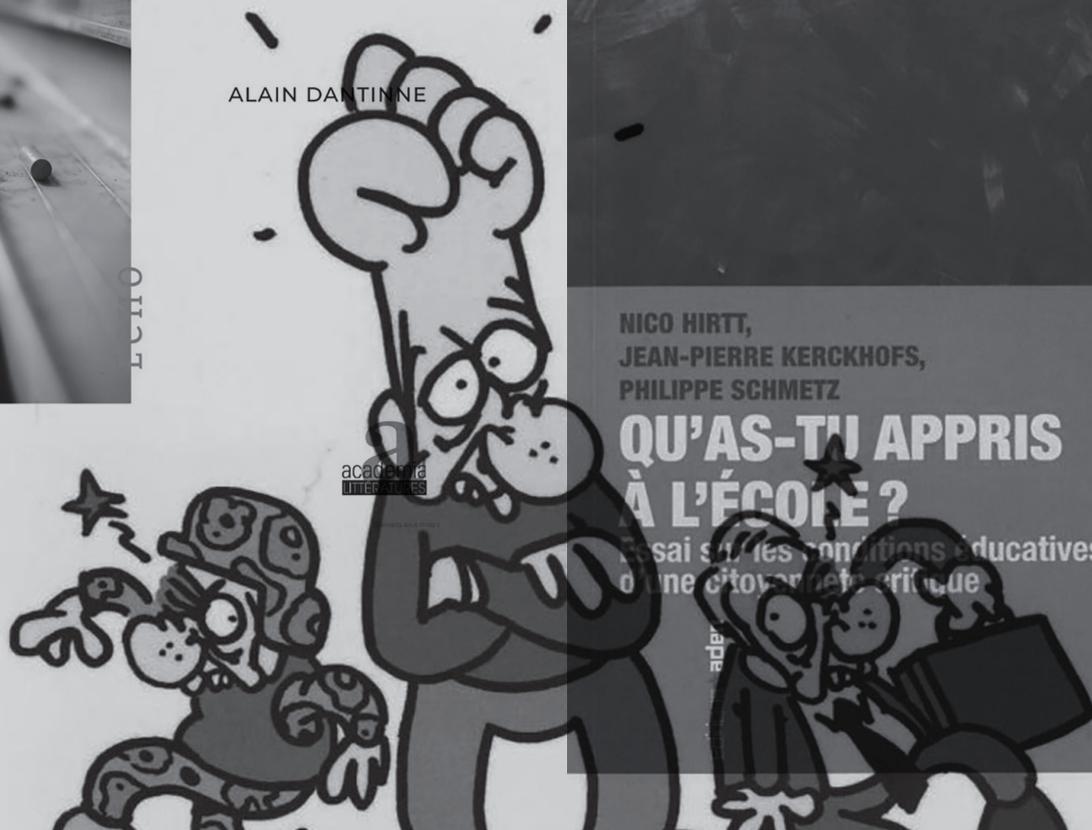
normand baillargeon

petit cours d'autodéfense intellectuelle



68,
RUE DES ÉCOLES

ALAIN DANTINNE



illustrations
de charb

NICO HIRT, JEAN-PIERRE KERCKHOFS, PHILIPPE SCHMETZ

QU'AS-TU APPRIS
À L'ÉCOLE ?

essai sur les conditions éducatives
d'une citoyenneté critique

